



Commission économique pour l'Europe**Conférence des statisticiens européens****Cinquante-huitième réunion plénière**

Paris, 8-10 juin 2010

Point 7 de l'ordre du jour provisoire

Effets des crises mondiales sur les systèmes statistiques**Le dilemme de l'actualité des données pour une petite économie****Note de Statistics New Zealand***Résumé*

La récente crise financière et le rapport de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social (connue sous le nom de Commission Stiglitz) ont mis en évidence la nécessité d'améliorer à la fois la communication et l'actualité des statistiques officielles. Comme les précédentes périodes de récession, la récente crise financière a mis en lumière la nécessité de disposer dès sa disponibilité de l'information requise pour prendre les décisions. Il va sans dire que lorsque la situation évolue rapidement, le système de statistique officielle est plus fortement incité à fournir des informations aussi actuelles que possible.

La présente note offre un aperçu de la façon dont Statistics New Zealand répond aux difficultés liées à l'amélioration de l'actualité de l'information et à l'augmentation de la fréquence des données.

I. Introduction

1. La récente crise financière et le rapport de la Commission sur la mesure de la performance économique et du progrès social (connue sous le nom de Commission Stiglitz) ont mis en évidence la nécessité d'améliorer à la fois la communication et l'actualité des statistiques officielles. Comme les précédentes périodes de récession, la récente crise financière a mis en lumière la nécessité de disposer dès sa disponibilité de l'information requise pour prendre les décisions. Il va sans dire que lorsque la situation évolue rapidement, le système de statistique officielle est plus fortement incité à fournir des informations aussi actuelles que possible.

2. Statistics New Zealand s'efforce continuellement d'améliorer l'actualité et la fréquence de nos statistiques officielles. Cependant, la Nouvelle-Zélande étant une petite économie de marché, ces efforts peuvent donner lieu à une volatilité accrue que nos utilisateurs jugent indésirable, les données pouvant dès lors être source d'erreurs ou d'interprétations erronées.

3. Par ailleurs, les séries à court terme dont le contenu informatif est limité et qui peuvent donner lieu à des révisions importantes ne sont également pas acceptables.

4. D'un autre côté, la fourniture d'indicateurs statistiques très actuels à partir d'autres sources de données telles que les données administratives collectées à des fins d'exploitation opérationnelle et dont la couverture et les limites sont bien comprises est bien perçue et permet de mieux faire face à la demande de mesures économiques importantes.

5. Les services de statistique officielle doivent notamment faire face aux difficultés ci-après:

- a) Répondre aux attentes des utilisateurs;
- b) Les aider à établir des priorités et à définir des compromis entre l'actualité des données et les lacunes dans les statistiques officielles;
- c) Sensibiliser aussi largement que possible sur l'existence des statistiques officielles et faire en sorte que ces dernières soient utilisées au maximum (quelles que soient la fréquence et l'actualité des données);
- d) Être en mesure de répondre promptement à l'évolution des demandes.

6. L'expérience néo-zélandaise présente de l'intérêt pour de nombreux pays, notamment pour les plus petits, dès lors qu'il est question d'améliorer les performances du système de statistiques en produisant des données plus actuelles sans en altérer la qualité, le tout dans un contexte de fluctuations économiques et avec des ressources limitées.

7. À partir d'exemples, le présent document met en évidence la perspective des utilisateurs de statistiques officielles, qui a influencé notre actuelle réflexion concernant l'actualité et la communication de l'information. Il traite de la tâche consistant à rendre les statistiques plus actuelles afin de faciliter le processus décisionnel dans le contexte d'une petite économie de marché.

II. Contexte général

8. Pour information, la Nouvelle-Zélande est un petit État insulaire situé dans le sud-ouest du Pacifique comparable, par ses dimensions géographiques (268 860 km²), au Royaume-Uni ou aux Philippines. Sa population, très diversifiée et multiculturelle,

comprend plus de quatre millions de personnes, ce qui fait de ce pays un des moins peuplés au monde. L'économie néo-zélandaise, également diversifiée, est une économie de marché qui s'appuie sur une agriculture (secteur primaire) importante, complétée par une industrie manufacturière et par un secteur des services en expansion.

9. Le système néo-zélandais de statistique officielle comprend toutes les administrations qui ont la charge de produire des statistiques, dont le principal est Statistics New Zealand, qui produit des statistiques aussi essentielles que les statistiques démographiques, microéconomiques ou macroéconomiques. Toutefois, dans des domaines tels que les statistiques sociales et les statistiques de l'environnement, l'activité est décentralisée. La loi confère un rôle prééminent au service national en charge de la statistique officielle, mais les autres intervenants ne sont pas tenus de se conformer aux principes, protocoles et normes établis.

10. Pendant toute l'année 2008 et au début de 2009, l'économie néo-zélandaise a connu une croissance négative en volume, qui s'est répercutée sur le produit intérieur brut trimestriel (PIB). C'est en décembre 2008 que le PIB trimestriel a atteint son plus bas niveau, avec une contraction de l'économie de 0,9 %.

11. La crise financière s'est également répercutée sur d'autres statistiques macroéconomiques. La balance des comptes courants, qui accusait, au trimestre de juin 2008 et en données corrigées des variations saisonnières, un déficit important de 4 662 dollars néo-zélandais, a été légèrement excédentaire, soit de 340 millions de dollars, un peu plus d'une année plus tard. Cette situation est le reflet d'une diminution importante des importations, elle-même le résultat d'une baisse de la consommation des ménages, des investissements des entreprises et des profits réalisés depuis l'étranger. Au cours de la même période, le chômage a connu une progression annuelle de 54,7 %, s'établissant à 7,3 % en décembre 2009. L'indice des prix à la consommation s'est accru de 1,7 % de septembre 2008 à septembre 2009, soit l'augmentation annuelle la plus faible jamais enregistrée depuis plus de cinq ans.

Schéma 1

Variations trimestrielles du produit intérieur brut néo-zélandais

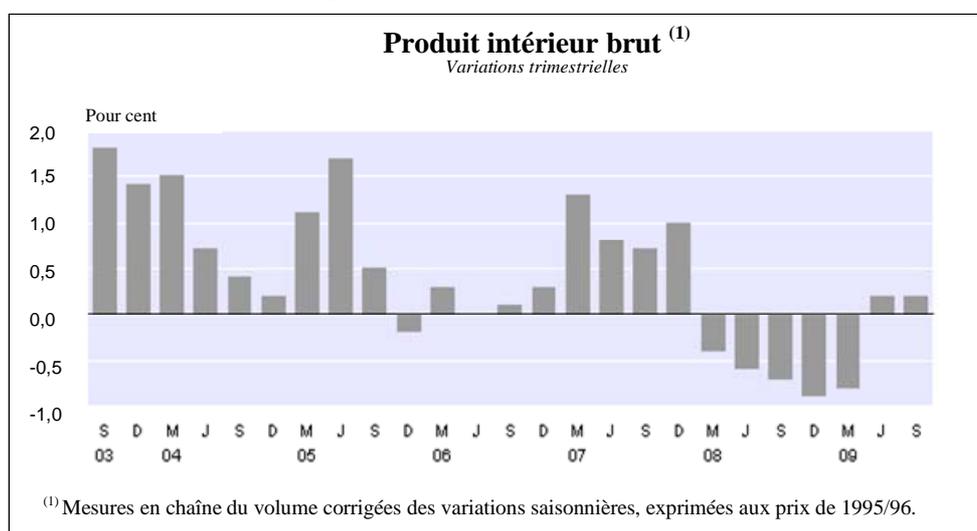
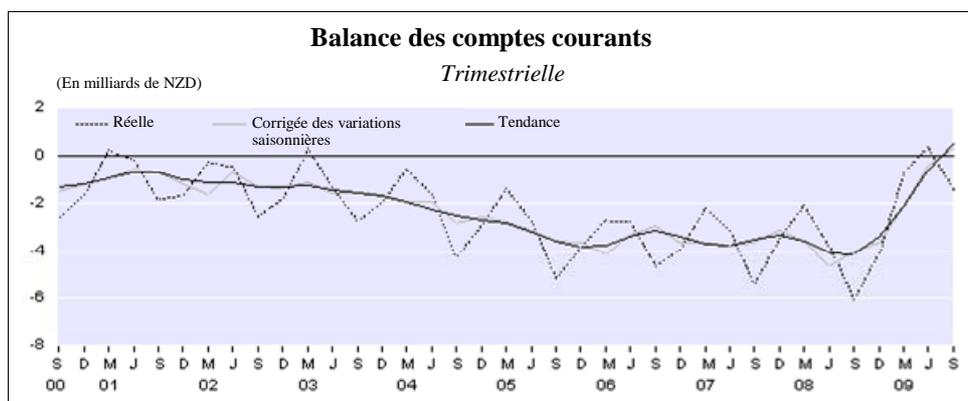


Schéma 2

Balance trimestrielle des comptes courants néo-zélandais**III. Réponse du système de statistique officielle**

12. On le voit, la Nouvelle-Zélande n'a pas été épargnée par la crise financière, même si la plupart des observateurs ont estimé que nous étions en meilleure posture que bien d'autres pays. En conséquence, le système de statistique officielle a dû répondre à une demande plus forte de données toujours plus actuelles, car les décideurs, en particulier, s'efforçaient de réagir rapidement à l'évolution de la situation internationale. Parallèlement, la demande de longues séries chronologiques a également été renforcée par la volonté de mieux comprendre les schémas historiques, les tendances, les événements et les facteurs déclenchants et de mieux appréhender (et donc prévenir) les crises à venir.

13. Durant les premiers jours et les premières semaines de la crise, le Ministère du développement économique a coordonné l'action des organismes publics dans le but de déterminer quelles étaient les informations susceptibles d'être utilisées pour compléter les statistiques officielles et si toutes ces informations pouvaient être fournies en temps voulu. Un des buts était également de fournir, en tant que de besoin, des informations en quantité et de qualité suffisantes permettant de se faire une idée plus précise de la situation macroéconomique et de ses effets sur les entreprises et sur les ménages.

14. Statistics New Zealand a apporté deux contributions majeures à cet effort: d'une part, notre connaissance des statistiques officielles et des nombreuses sources de données administratives et, d'autre part, en tant que premier fournisseur de statistiques économiques officielles, l'évaluation de l'actualité des données et l'identification des domaines d'améliorations possibles.

IV. Améliorations concernant l'actualité de l'information

15. La Nouvelle-Zélande ne produit que très peu de statistiques économiques mensuelles, la plupart étant mensuelles. Les améliorations concernant l'actualité de l'information ont consisté à accélérer la publication de ces séries, et non à en augmenter la fréquence.

16. À la différence d'autres pays, la Nouvelle-Zélande ne produit pas d'estimation préliminaire du PIB trimestriel, mais nous publions dès que cela est possible beaucoup des indicateurs économiques sectoriels (construction, commerce de gros et commerce de détail, production industrielle), ainsi qu'un nombre restreint de séries mensuelles, utilisés pour compiler le PIB trimestriel. Alliée à la transparence sur les méthodes utilisées pour compiler le PIB trimestriel, cette façon de procéder permet aux utilisateurs d'anticiper ou

de réaliser une estimation du PIB trimestriel probable, qu'ils actualisent au fur et à mesure de la parution des diverses séries d'indicateurs économiques.

17. Au cours des dernières années écoulées, nous avons pu apporter de légères améliorations en termes d'actualité des données, principalement à la faveur de l'amélioration des processus utilisés pour analyser et diffuser les statistiques et non en réduisant les délais requis pour accomplir tout le cycle de la collecte. (Il est à noter que la récente mise en place d'un standard téléphonique plus performant au centre d'appel de Statistics New Zealand apportera des gains d'efficacité intéressants, qui pourraient aussi se traduire par une amélioration concernant l'actualité de l'information.)

18. L'évolution la plus intéressante a été la publication après huit jours ouvrables des transactions électroniques par carte bancaire, série mensuelle menée à titre expérimental et couvrant l'ensemble des paiements réalisés par carte de débit et par carte de crédit auprès de commerçants situés en Nouvelle-Zélande. Cette information peut être utilisée comme indicateur de la variation du niveau des dépenses de consommation et de l'activité économique en général. La série mensuelle est basée sur des données administratives provenant de deux sources uniquement, ce qui a facilité la réduction du délai nécessaire à l'accomplissement du cycle de collecte de l'information. Des modifications dans les phases d'analyse et de diffusion ont également été définies et mises en œuvre afin de renforcer l'efficacité.

19. L'autre changement majeur a porté sur l'actualité de l'Enquête économique sur la production, qui a permis de raccourcir le délai de six jours ouvrables. Cette amélioration est le fruit d'un accroissement de l'efficacité des phases de collecte, d'analyse et de diffusion. Les taux de réponses sont maintenus au même niveau, mais ils sont atteints sur un laps de temps plus bref, au même titre que l'efficacité des phases de traitement et d'analyse lors de la phase de publication.

20. Dans la plupart des cas, l'actualité de la publication des données a été améliorée de un à trois jours. Pour modestes qu'ils paraissent, ces changements n'en demeurent pas moins appréciés par les utilisateurs.

V. Dilemme entre qualité et actualité des données

21. Même si la plupart des statistiques économiques néo-zélandaises sont trimestrielles, elles peuvent être volatiles et influencées par des événements ponctuels qui, dans des économies plus importantes, peuvent ne pas être remarqués au niveau des statistiques. L'interprétation peut par conséquent se révéler difficile, et notre expérience montre que ce problème est encore plus aigu pour les séries plus fréquentes.

22. En raison des dimensions modestes de notre pays, la situation est également complexe du point de vue de la conception des enquêtes par sondage. Par exemple, quelques entreprises importantes peuvent influencer les chiffres pour un secteur donné; les incohérences peuvent être fréquentes; et les changements de structure des entreprises (rachats, restructurations et autres) peuvent avoir une incidence majeure sur la cohérence des séries temporelles, les réponses et la stabilité des échantillons.

23. Pour la plupart d'entre eux, les utilisateurs comprennent cette situation et, même s'il leur arrive de se plaindre de devoir «conduire en gardant les yeux rivés sur le rétroviseur», ils comprennent que les séries mensuelles ne leur seraient pas nécessairement d'une grande utilité.

24. En règle générale, les utilisateurs de statistiques officielles jugent acceptable la quantité d'indicateurs «à court terme» (trimestriels pour la plupart), même s'ils souhaiteraient vivement disposer d'un indicateur de revenu trimestriel du PIB (et des statistiques sous-jacentes afférentes aux profits) et d'une information améliorée sur les services. Lorsqu'on leur demande d'établir des priorités en matière d'évolution statistique,

les utilisateurs soulignent que les statistiques structurelles de la Nouvelle-Zélande présentent des lacunes importantes. Par exemple, même si un certain nombre de pressions s'exercent en faveur d'un IPC mensuel, les utilisateurs indiquent très clairement qu'il ne s'agit pas là d'une priorité aussi forte que les comptes du secteur public (qui ne sont pas encore disponibles, mais en voie d'élaboration) et les bilans. Ces lacunes sont devenues plus visibles et, partant, plus observées du fait de la crise financière.

25. En dépit de ces priorités affirmées, Statistics New Zealand est à la recherche des moyens de soumettre des séries plus actuelles sur moins d'un an. Les données administratives, qui sont des données collectées par des organisations à des fins de fonctions propres, représentent apparemment une source intéressante, qui permet de fournir, potentiellement à point nommé, des informations complémentaires aux statistiques habituelles de base.

26. Les données des administrations locales concernant les constructions et les registres des douanes concernant l'entrée des biens importés, qui existent depuis de nombreuses années, ont permis la production de séries mensuelles.

27. Les données fiscales offrent également un potentiel intéressant, mais il reste encore des obstacles à surmonter, tant du point de vue de la qualité de l'information que de celui de l'actualité des données. Une série obtenue à partir des données relatives aux taxes sur les biens et les services a été produite à titre expérimental pendant une période, mais elle a été abandonnée pour des raisons tenant à la qualité. Cependant, les données fiscales sont utilisées en remplacement des données d'enquête aux fins de collecte annuelle, ce qui permet de réduire les charges imposées aux répondants et de produire des bases de données riches en contenu analytique, telles que la base salariés-employeurs.

28. La série sur les transactions par carte bancaire (qui nous a permis de travailler pour la première fois avec le secteur privé pour obtenir l'information) est aujourd'hui très bien acceptée et constitue notre indicateur le plus réactif de l'activité économique. Statistics New Zealand a comparé les performances de la série à celles des enquêtes en se basant sur les statistiques mensuelles du commerce de détail, et il semble que les aspects afférents à la couverture et à la qualité soient bien compris.

29. Dans l'ensemble, les utilisateurs ont clairement indiqué qu'ils attendaient de Statistics New Zealand qu'il continue à fournir des statistiques de qualité tout en s'attachant à apporter des améliorations concernant l'actualité de l'information. Tel est le message cohérent que nous adressent régulièrement les utilisateurs depuis deux décennies. Ils veulent disposer de données fiables et pertinentes leur permettant d'évaluer ou de prévoir les performances de l'économie sans avoir à estimer des statistiques officielles par suite de faiblesses au niveau des données, des méthodes ou des processus.

30. Cette façon de voir les choses tient probablement en partie aux expériences passées des utilisateurs, qui ont déjà bénéficié d'améliorations concernant l'actualité des données dans des domaines essentiels tels que la balance des paiements mensuelle (dont il est question dans le présent document), dans les années 80, et d'«instantanés» sur le commerce de détail, au début de l'actuelle décennie. La volatilité des séries et, plus encore, leur fiabilité (dont témoignent les révisions ultérieures) ont été pour les utilisateurs un sujet de préoccupation.

VI. Enseignements du passé

A. Balance mensuelle des paiements

31. La fin des années 80 a été une période intéressante dans l'histoire de l'économie néo-zélandaise. D'importantes réformes ont été entreprises, consistant, notamment, à supprimer les tarifs douaniers, à lever le contrôle des changes et à vendre des actifs publics,

alors que le mois d'octobre 1987 a été marqué par une crise boursière mondiale, qui a plongé la Nouvelle-Zélande dans une profonde récession.

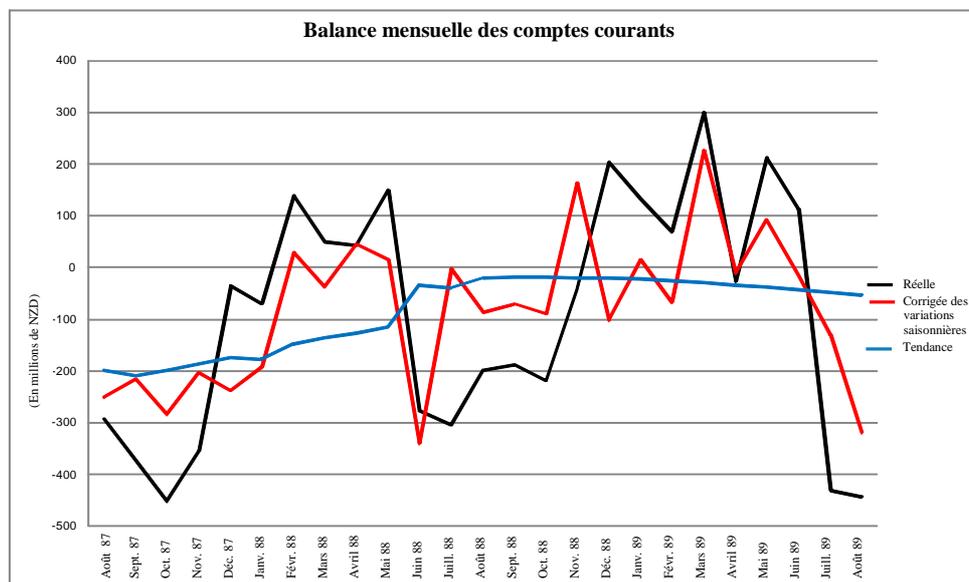
32. Cette sombre période de bouleversements rapides pour la Nouvelle-Zélande a été marquée par une forte demande de données fiables et actuelles. Le service s'est efforcé de suivre le rythme et d'observer l'effet des réformes économiques sur les statistiques officielles, particulièrement en ce qui concerne la balance des paiements, domaine dont la principale source de données pour les transactions commerciales portant sur des biens non marchands, à savoir les transactions avec l'étranger, s'est tarie en une nuit lorsque a été abolie l'obligation légale pour les résidents de signaler leurs transactions en devises à la Banque centrale.

33. En mai 1987, le Département de la statistique, qui s'attachait à publier des indicateurs macroéconomiques de qualité, a commencé à produire des estimations mensuelles de la balance des paiements dans le but de répondre au besoin de données plus actuelles. Les séries mensuelles de la balance des paiements étaient construites à partir des sources de données qui existaient à l'époque (à savoir, notamment, les statistiques mensuelles sur le commerce de biens marchands et les données sur le secteur public), les autres éléments étant modélisés entre les publications trimestrielles. Compte tenu du calendrier des publications, les données sur deux mois étaient généralement publiées avant le début du dernier trimestre de référence. Par exemple, les statistiques de juillet et d'août étaient publiées avant la fin du trimestre commençant en juin.

34. Il était impossible de constituer des nouvelles sources de données mensuelles (très probablement pour des raisons financières), un obstacle qui s'est révélé d'une grande importance lorsque l'introduction de points de repère mensuels et trimestriels a imposé des révisions importantes aux séries non ajustées ou effectives.

Schéma 3

Balance mensuelle des comptes courants



35. Le schéma reproduit ci-dessus montre les dernières données mensuelles publiées pour la balance des comptes courants. La volatilité ne fait aucun doute. Le tableau 2 montre l'ampleur des révisions apportées aux séries publiées, une ampleur qui tendait à augmenter au fur et à mesure que les données s'ajoutaient. Près de la moitié des révisions finales représentaient plus de 50 % de la première balance publiée.

Tableau 1
Analyse des révisions apportées à la balance des comptes courants sur la base des chiffres réels (non ajustés)

	Période	Première balance publiée	Quantité de premières révisions		Quantité de révisions entre le premier nombre et le dernier nombre publiés	
		(en millions de NZD)	(en millions de NZD)	Pourcentage	(en millions de NZD)	Pourcentage
Révisions maximales	Juin 1988	16	332	2 075,0	293	1 831,3
Moyenne	Mars 1986-juillet 1989	132	29,6	78,8	73,2	170,4

36. Avec le temps, ces incessantes révisions et les variations des estimations de tendances ont sapé la confiance des utilisateurs dans les statistiques, attiré l'attention des médias et nuï à la réputation du Département. Pendant un certain temps, le Département était régulièrement évoqué dans les médias dès lors que des révisions importantes étaient apportées aux statistiques de la balance des paiements, ces révisions étant généralement qualifiées d'erreurs. Certains journaux ont même publié des caricatures, se demandant si le Département avait la moindre idée des chiffres effectifs.

37. La série a été interrompue et, depuis lors, l'accent est mis sur la qualité des statistiques trimestrielles et annuelles, tout en veillant à améliorer l'actualité des données.

B. Indicateur des ventes de détail

38. En avril 2000, une estimation préliminaire des ventes de détail mensuelles appelée indicateur des ventes de détail a été publiée à titre expérimental. Cet indicateur a été compilé à partir des résultats de l'enquête sur le commerce de détail disponibles 20 jours après le mois de référence. Les recherches avaient montré qu'il était possible de produire un indicateur relativement stable du chiffre total des ventes de détail illustrant les grandes variations survenant dans les dépenses de détail.

39. L'indicateur des ventes de détail a été produit pendant huit mois. Les différences entre la variation en pourcentage de l'indicateur des ventes de détail et l'évolution définitive du pourcentage observée pour l'enquête sur le commerce de détail sont illustrées ci-après.

Tableau 2
Différences entre les indicateurs des ventes de détail et l'enquête sur le commerce de détail

2000	Indicateur des ventes de détail	Enquête sur le commerce de détail	Différence entre les deux indicateurs
	Évolution en pourcentage par rapport à la période précédente		
Mars	0,2	0	0,2
Avril	0,2	0,3	0,1
Mai	0,7	0,8	0,1
Juin	0,2	0,5	0,3
Juillet	1,1	0,7	-0,4
Août	1,5	1,1	-0,4
Septembre	1,2	1,1	-0,1
Octobre	-0,1	0,1	0

40. En règle générale, l'indicateur des ventes de détail répondait aux normes établies par Statistics New Zealand. Les utilisateurs recevaient autant d'informations que possible concernant les limitations afférentes aux données. Malgré ces mises en garde, Statistics New Zealand craignait que l'indicateur des ventes de détail soit utilisé au-delà de ses limites. La variabilité de l'ampleur de l'évolution mensuelle des ventes de détail a été jugée trop importante pour permettre des prévisions et une observation fiables de l'activité économique.

41. Cette situation s'expliquait par plusieurs raisons, notamment par les hypothèses concernant les imputations, l'identification et le traitement des unités qui ont cessé d'exister, et la volatilité des ventes d'un mois sur l'autre pour un certain nombre d'unités. Il était difficile de quantifier l'impact de ces différents facteurs.

42. Il a été conclu que l'intégrité des statistiques officielles était mise en question, et la série a été interrompue.

VII. Révisions courantes

43. Il est courant de réviser les séries macroéconomiques principales (et les moins actuelles) telles que l'indicateur annuel des PIB trimestriels, de façon à mieux incorporer certaines données et estimations plus fines (et, en ce qui concerne le PIB, les processus d'équilibrage habituel entre l'offre et l'utilisation). L'impact des révisions de ce type doit également être pris en compte.

44. À la fin de 2009, les comptes nationaux annuels néo-zélandais ont été révisés, comme cela est toujours le cas à cette période de l'année. Ces révisions, qui ont par la suite été incorporées aux estimations du PIB trimestriel, ont altéré les taux de croissance, en particulier sur la période précédente (2006-2008) et pour la durée de la crise financière.

45. Même si, d'une façon générale, les analystes n'accordent qu'une faible attention à ces révisions, certains ont relevé des changements dans le tableau général de l'économie (par exemple, les chiffres révisés pour 2006 faisaient apparaître une croissance plus faible que précédemment) et noté que les décisions de gestion économique et financière prises tant par l'État que par le secteur privé auraient peut-être été différentes si les données révisées avaient été disponibles à l'époque.

46. Statistics New Zealand entend, à l'avenir, diffuser des avis plus clairs concernant les révisions futures, ainsi que des analyses plus nombreuses de leur impact dans le passé. En fait, l'actualité des données est un des aspects de la gestion qui peut être amélioré facilement.

VIII. Conclusions

47. Lorsque la situation économique est difficile, les utilisateurs ont un besoin impératif de données actuelles pour prendre des décisions motivées et réagir en conséquence. Or, pour les petites économies volatiles telles que l'économie néo-zélandaise, produire des statistiques plus fréquentes et plus actuelles (mensuelles, hebdomadaires ou en temps réel) n'est peut-être pas la meilleure façon de procéder.

48. L'expérience de Statistics New Zealand démontre que les effets potentiels sur la qualité doivent être examinés attentivement avant d'améliorer l'actualité ou la fréquence des principales statistiques économiques.

49. La publication d'estimations et de données mensuelles nécessitant par la suite des révisions importantes peut avoir un effet néfaste sur la réputation d'un office national de statistique et nuire à la confiance des statistiques officielles.

50. Une trop grande volatilité dans les statistiques, pour fidèlement qu'elle reflète les événements du monde réel, peut nuire à l'utilité de ces mêmes statistiques. La Nouvelle-Zélande étant un petit pays à économie de marché, beaucoup de ses indicateurs économiques trimestriels sont déjà fortement parasités en comparaison à ceux d'autres pays.

51. Il est difficile de définir des indicateurs mensuels appropriés. Pour la Nouvelle-Zélande, la solution du dilemme actualité/qualité requiert les tâches suivantes:

- a) Améliorer l'actualité des données trimestrielles;
- b) Rendre ces statistiques trimestrielles plus fiables et moins sujettes à révisions; et
- c) Tenter de combler les lacunes relatives à l'actualité des données en publiant des données administratives qui couvrent largement la population et que les utilisateurs peuvent manipuler eux-mêmes.

52. La publication accélérée de ces données provenant de sources administratives s'est révélée efficace, parallèlement à l'amélioration de notre propre efficacité.

53. Le coût est aussi à prendre en considération. Dans un contexte de contraintes budgétaires, il est nécessaire de définir des priorités entre amélioration de l'actualité des données, maintien de la qualité et de la pertinence des statistiques existantes et production de nouveaux indicateurs répondant à la demande des utilisateurs.

54. Il est essentiel de dialoguer et communiquer étroitement et régulièrement avec les utilisateurs. Cet échange permettra de mieux définir les priorités concernant la production de nouvelles statistiques ou l'amélioration des statistiques existantes et de trouver l'équilibre entre actualité et qualité, et permettra aux utilisateurs d'être mieux préparés à l'incidence des variations des principales statistiques (révisions par exemple), de mieux les comprendre et de mieux les évaluer.

55. Cette situation n'est pas nouvelle. La crise financière n'a fait que projeter à nouveau l'importance de ces éléments de base sur le devant de la scène.
